

VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Suisse et Liechtenstein

Une publication du SE de Berne
Semaine du 16 février 2026

Faits saillants

- La Suisse accueillera le prochain sommet sur l'IA en 2027.
- La croissance suisse a résisté en 2025, à +1,4%, malgré une forte volatilité trimestrielle.
- Nouveau record du nombre de frontaliers français fin 2025 (239 000), mais dont la hausse ralentit.

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 20/02	Var. vs 13/02
EUR/CHF	0,9120	- 0,1 %
USD/CHF	0,7728	+ 0,6 %
SMI	13 841	+ 1,6 %
Taux 10a	0,278 %	- 5 pb

Macroéconomie

Croissance : Selon [l'estimation préliminaire](#) du Secrétariat d'État à l'économie (SECO), la croissance économique de la Suisse s'est élevée à +0,2 % au 4^{ème} trimestre 2025 (en rythme trimestriel, corrigé des variations saisonnières et des événements sportifs) après la contraction de -0,5 % au 3^{ème} trimestre. Si l'évolution trimestrielle du PIB a connu une forte volatilité au cours de l'année marquée par l'introduction des surtaxes douanières américaines (notamment de 39% à compter du mois d'août, puis abaissées à 15% depuis novembre), la croissance a finalement résisté en moyenne sur l'année, à +1,4% en 2025 (corrigé des événements sportifs), après +1,2% en 2024, tout en restant inférieure au taux de croissance de long terme du pays (1,8 %). L'industrie exportatrice a été freinée par le contexte international difficile alors que le secteur des services a connu une croissance supérieure à la moyenne en comparaison historique.

Finances publiques : Selon les [dernières données publiées par le Conseil fédéral](#), la Confédération a clos le compte de l'année 2025 en léger excédent, avec un solde positif de 259 M CHF, alors que le budget tablait sur un déficit de 815 M CHF. Cette amélioration est principalement due à des recettes supplémentaires temporaires provenant du canton de Genève. Malgré ce résultat équilibré, le Conseil fédéral estime que la situation des finances de la Confédération reste tendue : des déficits structurels restent ainsi attendus pour les années à venir et ce, en dépit du programme d'allègement budgétaire 2027 (PAB 27) qui doit être examiné par le Parlement au printemps ainsi que de la possible hausse temporaire de la TVA prévue en faveur de l'armée et de la sécurité dont un projet devrait être élaboré d'ici fin mars pour consultation. Si ces mesures ne sont pas appliquées, le Conseil fédéral estime que des déficits oscillant entre 2 à 4 Mds CHF sont à prévoir dès 2027. Après la session de printemps, le Conseil fédéral pourrait être amené, en fonction des décisions prises par le Parlement en ce qui concerne le PAB 27, à adopter de nouvelles mesures visant à assurer le respect des exigences du frein à l'endettement dans le cadre du budget 2027.

Inflation : Selon l'Office fédéral de la statistique, l'inflation est demeurée stable en janvier par rapport à décembre, atteignant +0,1 % en glissement annuel, conformément aux anticipations des

analystes. L'inflation sous-jacente est elle aussi restée inchangée, à +0,5 %, en ligne avec les prévisions. Après une inflation annuelle moyenne très faible de +0,2 % en 2025, les économistes anticipent seulement une légère progression en 2026, à +0,3 % selon la Banque Nationale Suisse (BNS), dans un contexte de poursuite de l'appréciation du franc suisse et de croissance modérée. A ce stade, la BNS ne devrait pas modifier le niveau de son principal taux directeur (actuellement à 0%) lors de sa prochaine réunion de politique monétaire en mars.

Emploi : Dans le cadre du « Programme d'impulsion visant à réinsérer les demandeurs d'emploi difficiles à placer, et plus particulièrement les chômeurs seniors », 35 projets ont été élaborés entre 2020 et 2026. Parmi les approches testées, le job coaching s'est montré particulièrement efficace, ayant eu un effet positif sur les compétences en matière de candidature. Outre le job coaching, le renforcement des compétences de conseil des conseillers en personnel des Offices régionaux de placement (CP-ORP) semble être une approche prometteuse. Le développement du réseau avec les employeurs s'est révélé le défi le plus difficile à relever : malgré une meilleure sensibilisation, les recrutements directs via les ORP n'ont pas augmenté. Si l'efficacité quantifiable des mesures reste difficile à prouver, les résultats montrent que les dimensions humaines (confiance, motivation, lien social) sont aussi importantes que l'acquisition de compétences techniques.

Frontaliers : Fin décembre 2025, la Suisse comptabilisait 411 450 frontaliers, soit 1,1% de plus que fin 2024. Cette hausse des frontaliers est tirée par les 239 431 résidents français (+2,2%), alors que le nombre de frontaliers italiens s'est inscrit en repli (-0,7%) et que celui de frontaliers allemands et autrichiens a stagné (respectivement +0,3% et +0,1%). Il s'agit là d'un nouveau record. Genève conserve sa place de premier canton employeur avec 28% des frontaliers : à fin 2025, 116 200 frontaliers travaillaient dans le canton de Genève, soit une augmentation de +1,9% par rapport à 2024.

Secteurs non financiers

IA : Le président de la Confédération Guy Parmelin a annoncé que la Suisse accueillerait le prochain sommet mondial sur l'IA à Genève en 2027 lors de l'AI Impact Summit de New Delhi (cf. [communiqué](#)). L'organisation de ce sommet permettra à la Suisse de renforcer sa position dans le domaine de la politique numérique, de soutenir son rôle de centre d'innovation en matière d'IA et de poursuivre son engagement actif en faveur d'un ordre mondial fondé sur des règles. Le sommet indien a également été l'occasion pour Guy Parmelin de s'entretenir avec le premier ministre Narendra Modi et d'autres chefs d'État et de gouvernement (Estonie, Finlande, Royaume-Uni, Emirats arabes unis) afin de discuter des relations bilatérales et de l'actualité internationale.

Energie : Le conseiller fédéral Albert Rösti a participé à la conférence ministérielle de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) à Paris les 18 et 19 février. Parmi les sujets abordés ont notamment figuré le rôle de l'énergie nucléaire dans le mix énergétique et la sécurité de l'approvisionnement. Selon Albert Rösti, la Suisse mise sur le développement des énergies renouvelables (hydraulique, solaire et éolienne) mais le Conseil fédéral n'exclut pas l'option de construire de nouvelles centrales nucléaires, sous réserve d'un avis positif du peuple dans le cadre de la révision de la loi sur l'énergie nucléaire en cours d'examen. En matière de sécurité de l'approvisionnement, la Suisse a rappelé la nécessité d'une collaboration étroite avec les pays voisins.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Etienne OUDOT de DAINVILLE

Rédaction : Julie MURO, Justine BULTEL

Abonnez-vous : berne@dgtresor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Crédits visuels : Pixabay